Extrait du Démocratie & Socialisme

http://www.democratie-socialisme.org

Sommet de l'euro du 21 juillet 2011

Un plan qui aiguise l'appétit des spéculateurs

- Economie -

Date de mise en ligne : samedi 23 juillet 2011

Démocratie & Socialisme

Un nouveau plan d'aide à la finance dit « plan d'aide à la Grèce » a été adopté, in extremis, par les dirigeants de la zone euro le 21 juillet.

Le montant de ce plan devrait s'élever à 168 milliards d'euros. 109 milliards à la charge de l'Europe et du FMI et 59 milliards d'euros (d'ici 2014) à la charge des créanciers privés (banques, assurances, fonds de pension...) : 12 milliards destinés à un rachat de la dette publique grecque sur le marché et 37 milliards de « contributions volontaires » de ces créanciers privés.

Le Fonds européen de stabilité financière (FESF) verra son champ d'action élargi.
Il pourra prêter de l'argent à un Etat-membre pour qu'il recapitalise ses banques.
Il pourra acheter, sur le marché boursier, des titres de la dette publique d'Etats-membres en difficulté.

Le taux des prêts à la Grèce sera abaissé à 3,5 % contre 4,5 % actuellement. Le délai de remboursement sera une nouvelle fois allongé : de 7,5 ans à 15, voire 30 ans. Ces conditions seront étendues à l'Irlande et au Portugal.

Contrairement à ce qu'affirmaient les responsables de la zone euro, il y a encore deux jours, la dette grecque a donc bel et bien été restructurée. Malheureusement, cette restructuration s'est faite à l'initiative des créanciers qui se sont taillés la part du lion.

Lancer de steaks à la mer pour tenter d'éloigner les requins de la finance

Les médias ne sont pas en manque d'images pour illustrer le dernier sommet européen : « *digue contre la marée des dettes publiques* », « *barrage contre la finance* », « *rempart contre la spéculation* »...

Ces images sont pourtant totalement fausses. Le dernier sommet européen n'a élevé aucun barrage contre la finance, au contraire. Cette idée est d'ailleurs profondément contradictoire avec une autre idée avancée par les mêmes médias : « *rassurer les marchés financiers* », appellation politiquement correcte des spéculateurs. Il faut choisir, soit on élève un barrage contre la spéculation, soit on « rassure » les spéculateurs. Les deux sont incompatibles. Ce qu'a essayé de faire le dernier sommet de l'euro, c'est de « rassurer » les spéculateurs, pas de dresser un quelconque barrage contre eux.

Pour dresser un barrage contre les spéculateurs, il aurait fallu, au minimum, en finir avec la libre circulation des capitaux entre l'Union européenne et le reste du monde et obliger la finance à restituer les profits qu'elle avait réalisés en spéculant sur les dettes publiques européennes. La finance ne renoncera pas d'elle-même à prendre des risques fous pour gagner des sommes folles puisque ces risques fous sont assumés par la collectivité sous forme de plan d'austérité. Après elle le déluge et tant pis si ses activités spéculatives risquent de plonger l'économie mondiale dans une crise beaucoup plus profonde encore que celle de 2007-2009. La seule chose qui ait de l'importance à leurs yeux, c'est le « retour sur investissement ». Et il en sera ainsi jusqu'à ce que les pouvoirs publics y aient mis un terme.

Pour ériger une digue contre la finance, il aurait fallu, au minimum là encore, séparer les activités de dépôt et les activités de spéculation des banques pour les empêcher de spéculer avec l'argent de leurs déposants. Mais, alors que le plan « d'aide à la Grèce » prévoit la possibilité pour les banques d'être recapitalisées par des fonds

Copyright © Démocratie & Socialisme

européens, strictement aucune obligation, aucune réglementation n'a été imposée aux banques. Ainsi encouragées, elles ne pourront que continuer à spéculer et, en cas de perte, à se faire rembourser par les Etats grâce aux plans d'austérité qu'ils imposeront à leurs populations.

Une image, pourtant autrement plus pertinente, n'est jamais utilisée par les médias : « *Le sommet européen essaye d'éloigner les requins de la finance du navire euro en lançant des steaks à la mer* ».

C'est pourtant exactement la pratique de la BCE et des dirigeants de la zone euro depuis 2010 et les steaks lancés à la mer sont de plus en plus épais. 110 milliards pour « aider » la Grèce en 2010, 158 milliards en 2011. Soit un total de 268 milliards d'euros pour un pays dont le PIB représente moins de 3 % du PIB de l'Union européenne.

Ce sont des boeufs entiers qu'ils devront jeter à la mer lorsque les spéculateurs, encouragés par le plan de sauvegarde de la finance du dernier sommet de l'euro, se lanceront à l'assaut des dettes publiques de l'Espagne (4ème économie de la zone euro) ou de l'Italie (3ème économie de la zone euro).

Et, à ce train là, le troupeau sera vite épuisé.

Sauver la finance

L'image utilisée par les médias et qu'ils répètent *ad nauseam* est celle du « *sauvetage de la Grèce pour lui éviter la faillite* ».

Ce qui est une ineptie car, à la différence d'une vulgaire entreprise privée, un État ne peut pas faire faillite. Il « fait défaut », c'est-à-dire qu'il annule sa dette et ne rembourse pas ses créanciers. C'est un droit souverain pour tout État.

Et comment peut-on parler de sauver la Grèce de la faillite alors que comme le titre *La Tribune* du 22/07/2011, à propos du plan de privatisation imposé à ce pays : « *En Grèce, la grande braderie a commencé* » ? Pour une entreprise privée, les créanciers attendent au moins qu'elle soit liquidation judiciaire (le nouveau nom de la faillite) pour vendre ses actifs.

Comment, enfin, peut-on parler de « sauver la Grèce » quand les plans d'austérité successifs plonge son économie dans une récession de plus en plus profonde et son peuple dans le chômage et la pauvreté ?

L'image qui correspondrait le mieux à la réalité serait celle d'un « plan de sauvetage de la finance » et en particulier des banques. Car les sommes qui sont mises à la disposition de la Grèce (qui n'en voit d'ailleurs pas la couleur puisqu'elles sont aussitôt utilisées à rembourser la dette) n'ont qu'un objectif : éviter la faillite aux banques, aux compagnies d'assurances, aux fonds divers et variés qui ont spéculé sur la dette publique grecque.

Il est vrai que, sous son véritable nom, un tel plan serait certainement beaucoup plus difficilement acceptable par les peuples européens.

Un nouveau transfert des dettes privées vers les

Copyright © Démocratie & Socialisme

dettes publiques

Alphonse Allais l'avait déjà dit il y a pas mal de temps : « *Il ne faut faire aux microbes nulle peine, même légère* ».

C'est sans doute en application de ce délicat principe que le sommet de l'euro a décidé que les contributions des créanciers privés (banques, assurances...) ne pourraient être que volontaires et que l'une des trois options offertes à ces créanciers (l'achat de nouvelle obligations grecques à échéance de 30 ans, en échange d'anciennes obligations grecques arrivant à échéance d'ici 2020) serait assortie de la garantie du FESF.

Ce transfert des dettes privées vers les dettes publiques ne s'arrêtera pas là puisque le sommet de l'euro vient de décider que le FESF aura la possibilité de prêter aux États-membres pour les aider à recapitaliser leurs banques. Il pourra même directement prêter aux banques en difficulté, sans que la moindre contrepartie soit exigée de ces dernières et sans même qu'existe un « plan d'aide » aux pays où ces banques ont leur siège social. Il pourra, enfin, acheter directement sur les marchés de la dette publique des pays en difficulté.

Au total, les banques récupèreront au centuple les quelques concessions « volontaires » contenues dans le plan du 21 juillet 2011.

Car c'est bien d'un transfert des dettes privées vers les dettes publiques qu'il s'agit. A chaque fois, en effet, que jouera la garantie du FESF, que des banques seront capitalisées ou que des titres de la dette publique seront rachetés pour soulager banques et compagnies d'assurance, il faudra faire appel aux financements des États de la zone euro qui feront, ensuite, payer leur population sous forme de hausse de TVA ou de nouveaux plans d'austérité.

Certes, Angela Merkel a imposé au sommet de l'euro que tout rachat de titres des dettes publiques de pays de la zone euro sur le marché boursier serait soumis à l'avis de la BCE et à l'autorisation (unanime) des Etats de la zone euro. Mais les spéculateurs ont parfaitement compris que le communiqué final du sommet de l'euro qui spécifie que la Grèce est un « *cas unique* » n'a strictement aucune valeur. Ils savent pertinemment depuis ce dernier sommet de l'euro que, mis au pied du mur, les oligarques européens tenteront de sauver, quoi qu'il en coûte aux populations européennes, les créanciers de la dette publique espagnole ou italienne, comme ils viennent de le faire pour ceux de la dette grecque.

La finance omniprésente et la démocratie absente

Les précédents sommets de l'euro s'étaient tenus sous la pression directe des « marchés financiers », c'est-à-dire des spéculateurs.

La finance a, lors du sommet du 21 juillet, franchi un nouveau pas. Elle a, en effet, directement participé au sommet puisque le Président de l'Institut de la finance internationale (représentant quelques 400 créanciers privés), le PDG de BNP Paribas et le Président de la Deutsche Bank ont participé aux discussions du sommet, même si, prudemment, ils ne figuraient pas sur la photo finale.

Curieusement, les dirigeants de la Confédération Européenne des Syndicats n'avaient pas été invités. Pas plus que n'avaient été invités les représentant des syndicats grecs, irlandais, portugais, lorsque les plans d'austérités imposés à la Grèce, au Portugal ou à l'Irlande avaient été discutés par l'Union européenne et le FMI.

Copyright © Démocratie & Socialisme

Il n'y a donc aucune illusion à se faire. Face à cette coalition de la finance et des oligarques européens dont la finance est le seul horizon, seule la mobilisation massive et durable des peuples européens permettra de dégager une issue démocratique à la question de la dette publique.

La première étape vers cette issue devrait être d'imposer un audit public de la dette afin que chaque peuple puisse, ensuite, démocratiquement décider quelle part de cette dette est illégitime et ne doit donc pas être remboursée.

Un triple mensonge de François Fillon

François Fillon affirme que le plan décidé par le sommet de l'euro augmentera de 15 milliards d'euros la dette publique de notre pays sans que cela coûte le moindre centime d'euro aux finances publiques françaises. C'est un triple mensonge.

Le premier lorsqu'il « oublie » qu'il faudra payer les intérêts de ce supplément de dette publique.

Le deuxième lorsqu'il se garde bien de rendre public (il ne l'a jamais fait) ce qu'avaient coûté les précédents plan d'aide à la finance sous prétexte d'aides à la Grèce, à l'Irlande ou au Portugal.

Le troisième quand il omet de préciser que ce chiffre de 15 milliards n'est que très provisoire et que lorsqu'il faudra recapitaliser les banques, racheter des dettes publiques sur le marché boursier pour venir en aide à la finance ou « rassurer » les spéculateurs qui s'attaqueront à la dette espagnole ou italienne ce chiffre n'aura rapidement plus rien à voir avec la réalité.

Jean-Jacques Chavigné

Copyright © Démocratie & Socialisme